



**HAL**  
open science

## Introduction. Médiations politiques en Mélanésie contemporaine

Emilie Nolet, Laurent Dousset, Peter Lindenmann

► **To cite this version:**

Emilie Nolet, Laurent Dousset, Peter Lindenmann. Introduction. Médiations politiques en Mélanésie contemporaine. Émilie Nolet; Peter Lindenmann; Laurent Dousset. Médiations politiques en Mélanésie contemporaine, pacific-credo publications, pp.7-33, 2018, La Fabrique des Mondes Pacifiques Making Pacific Worlds, 978-2953748581. halshs-01884131

**HAL Id: halshs-01884131**

**<https://shs.hal.science/halshs-01884131v1>**

Submitted on 29 Sep 2018

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

*La Fabrique des Mondes Pacifiques ~ Making Pacific Worlds*

# Médiations politiques en Mélanésie contemporaine



*sous la direction de*

Émilie Nolet   Peter Lindenmann   Laurent Dousset



pacific-credo Publications

# Médiations politiques en Mélanésie contemporaine

*Sous la direction de*

Émilie Nolet, Peter Lindenmann  
et Laurent Dousset



pacific-credo Publications  
Marseille, 2018

## Collection

### *La Fabrique des Mondes Pacifiques ~ Making Pacific Worlds*

Attentives à la diversité des problématiques qui font progresser les sciences humaines et sociales, les *pacific-credo Publications* promeuvent la connaissance des sociétés du Pacifique.

La collection *La fabrique des Mondes Pacifiques ~ Making Pacific Worlds* offre une grande flexibilité aux auteurs. Elle permet de s'adapter à des exigences de format spécifiques ou de répondre à une actualité particulière.

\* \* \*

© *pacific-credo Publications*, Marseille, 2018  
ISBN : 978-2-9537485-8-1

Aix-Marseille Université – CNRS – EHESS  
CREDO, UMR 7308, Marseille – France

### *Photographie de la couverture*

© Denis Monnerie, 1994. *Cérémonie de réception par le Conseil Coutumier Hoot ma Whaap du Haut Commissaire de la République*, le 29 janvier 1994, Mahamat, Balade (Nouvelle-Calédonie)

# Table des matières

|  |     |
|--|-----|
| Introduction. Médiations politiques en Mélanésie contemporaine<br><i>Émilie Nolet, Laurent Dousset et Peter Lindenmann</i>   | 7   |
| Un simple changement d'intermédiaire ? La mise en place des officiers publics coutumiers et les autorités coutumières en Nouvelle-Calédonie<br><i>Peter Lindenmann</i> | 35  |
| « Veiwekani, c'est bien plus que la politique » : Être ou ne pas être chef dans l'île de Lakeba à Fidji<br><i>Simonne Pauwels</i>                                      | 63  |
| Risque et culture : l'État fidjien et les communautés locales face aux inondations<br><i>Émilie Nolet</i>  | 91  |
| Subjuguer ou décrire ? Repenser la puissance coloniale et comprendre les résistances et les résiliences kanak en Nouvelle-Calédonie<br><i>Denis Monnerie</i>           | 125 |
| Rupture et continuité dans le sud de Malekula, Vanuatu.<br><i>Laurent Dousset</i>  | 177 |
| Autorité coutumière et « authenticité culturelle » au Nord Ambrym<br><i>Romain Chambrin</i>  | 207 |

|   |     |
|---|-----|
| Le projet d'un patrimoine national en Mélanésie 1968-2013 :<br>quel rôle pour les objets dans la mise en valeur entre tradition et<br>création ?<br><i>Christian Kaufmann</i> | 249 |
| L'industrie touristique à Fidji entre management autochtone et<br>marketing global<br><i>Lorenzo Brutti</i>   | 285 |
| Autorité nationale et positionnement international : la France,<br>la décolonisation, et l'autodétermination en Nouvelle-Calédonie<br><i>Stéphanie Graff</i>                  | 317 |
| Les Auteurs   | 350 |
| Table des illustrations   | 354 |

# Introduction. Médiations politiques en Mélanésie contemporaine

*Émilie Nolet, Laurent Dousset et Peter Lindenmann*

Cet ouvrage est le fruit d'un processus de recherche collectif débuté en 2009 qui visait à explorer, au travers de nouveaux terrains ethnographiques ou archivistiques, les enjeux et les échelles du politique dans trois pays de la Mélanésie : Fidji, le Vanuatu et la Nouvelle-Calédonie. Le foisonnement des recherches a confirmé l'importance d'une thématique qui constitue la trame du présent ouvrage : les formes de médiation entre les expressions locales des identités politiques des individus et des groupes sociaux et les organisations et institutions supralocales qui cherchent à les englober, parfois avec force. Quelles sont en effet les logiques qui articulent les idéologies et les contextes globaux, les conditions et les institutions politiques nationales, travaillées par leurs propres enjeux, dynamiques et tensions, et la sphère d'action et d'existence, parfois de résistance, au niveau local ? Quels sont les procédures administratives, les acteurs, les concepts, les symboles, ou encore les rituels qui circulent entre les diverses strates de la réalité sociale ? Par quels moyens ces strates vont-elles, concrètement, entrer en relation et parvenir à s'influencer mutuellement ? Ces dynamiques sont particulièrement sensibles dans les trois pays dits mélanésiens considérés car, dans chacun, se pose la question suivante : comment les logiques qui sous-tendent les constructions nationales s'affrontent-elles et se renforcent-elles dans des contextes où les concepts, les textes de loi, ou encore les projections et les perceptions ne se limitent jamais aux significations et aux efficacités définies dans leur cadre d'émergence ? Ces derniers traversent les couches et les hiérarchies sociales et géographiques pour être réappropriés, adaptés, réinterprétés. Ce sont ces mouvements de transmission et de réappropriation qui font circuler en

même temps qu'ils transforment les idées du politique que nous nommons « médiations » ici, et ce sont ces processus qui constituent le cœur du présent ouvrage.

L'Océanie a depuis longtemps été une terre de prédilection des analyses du politique. Les travaux pionniers d'Arthur M. Hocart sur les attributions rituelles du chef fidjien (1927, 1952), de Marshall Sahlins (1963) et Bronwen Douglas (1979) sur la diversité des systèmes politiques d'Océanie, de Valerio Valeri sur les rituels de reproduction de la chefferie hawaïenne (1985), ou de Maurice Godelier et Marilyn Strathern sur les formes de construction du pouvoir en Papouasie-Nouvelle-Guinée (Godelier, 1982 ; Godelier et Strathern, 1991) ont, en plus de faire progresser la connaissance des sociétés océaniques, alimenté la réflexion anthropologique au sens le plus large. Il faudra pourtant attendre les années 1980 pour voir les recherches procéder à une ouverture de perspective qui intègre les conditions postcoloniales et donc l'étude de l'articulation des contextes locaux, nationaux et mondiaux entre eux. D'importants travaux sont alors conduits sur les processus d'édification nationale postindépendance et les néoritualisations qui fleurissent à partir de cette époque, avec en particulier des recherches sur la notion de *kastom* et l'ouverture d'une discussion sur « l'invention des traditions », depuis Roger Keesing et Robert Tonkinson (1982 ; Hanson, 1989 ; Jolly et Thomas, 1992 ; Lindstrom et White, 1993 ; Otto et Thomas, 1997 ; Babadzan, 1988, 1999 ; Tabani, 2002 ; Hobsbawn et Ranger, 1983). On connaît l'intensité des débats qui se sont engagés face à la question de l'« authenticité » ou de l'« inauthenticité » des pratiques coutumières contemporaines, qui convoque celle de l'historicité des formes culturelles océaniques avant, pendant et après l'installation des pouvoirs coloniaux (Jolly, 1992 ; Hamelin et Wittersheim, 2002 ; Naepels, 2010).

Le présent ouvrage s'inscrit dans cette tradition de recherche, mais il propose également de la dépasser. En effet, nos interrogations ne visent pas à établir en quoi les pratiques politiques mélanésiennes s'inscrivent



dans la tradition ou bien mobilisent, dans des proportions plus ou moins fortes, des représentations inventées et importées. Nous ne nous attachons pas non plus à analyser les aspects qui opposeraient de façon trop binaire les logiques politiques nationales aux organisations et représentations locales qui, de fait, sont trop souvent interprétées comme étant plus proches de la « culture », d'une « authenticité » et des acteurs. Notre angle d'approche vise davantage à interroger les processus de médiation entre divers niveaux de la réalité sociale et politique que nous pensons de fait imbriqués, se nourrissant mutuellement et en dialectique constante. De nombreuses recherches ont déjà montré que les puissances coloniales européennes ont pu s'appuyer sur des pouvoirs coutumiers existants ou réinventés pour asseoir leur légitimité et contrôler les populations, ou encore étudié les conséquences de l'implication de chefs locaux dans l'espace politique national (MacNaught, 1974 ; White et Lindstrom, 1997 ; Bolton, 1998 ; Nolet, 2011 ; Petersen, 2015). Ces interactions sont aussi rendues manifestes par la présence d'institutions nationales ayant vocation à incarner et à protéger la réalité coutumière, ou même à « dire » la tradition — notamment en statuant sur la légitimité des titres fonciers, l'une des tâches assignées au Itaukei Land Trust Board à Fidji. Le Sénat coutumier de Nouvelle-Calédonie, créé en 1998, peut aussi servir d'exemple pour ce type d'institutions. Il occupe une position incertaine, étant à la fois une émanation du système coutumier et l'équivalent d'une « deuxième chambre parlementaire », devant être consultée sur toute question touchant à l'identité kanak (Lindenmann, 2007, 2014 ; Demmer et Salomon, 2013 : 67). Nous le savons, les acteurs de la sphère politique nationale sont souvent aussi des villageois, et les représentations et pratiques locales (compétition pour les titres de chefferie, rivalités statutaires et religieuses, etc.) pénètrent toujours aussi les institutions nationales (Wittersheim, 1998 ; Tuimaleali'ifano, 2007). Ce que nous comprenons encore mal, en revanche, ce sont les logiques de ces mouvements, les translations qui sont opérées d'un niveau à l'autre, les dialectiques qui font évoluer les moyens d'action et les

représentations. Ce sont ces questions que nous proposons d'ouvrir à la discussion dans cet ouvrage, en faisant varier les méthodes, les terrains et les points de vue. Les cas traités ne se rapportent pas à l'ensemble du monde mélanésien et ne couvrent pas toutes les situations dans lesquelles de telles recherches sont nécessaires. Mais, au travers des cas d'étude présentés, centrés principalement sur Fidji, la Nouvelle-Calédonie et le Vanuatu — avec un chapitre en partie consacré à la Papouasie-Nouvelle-Guinée qui, par ses réflexions comparatives, trouve toute sa place dans cette collection —, nous espérons susciter des débats qui, tout en apportant de nouveaux matériaux ethnographiques et archivistiques, peuvent contribuer à renouveler l'approche du fait politique en Océanie. Dans ce cadre, il importera aussi d'évaluer comment les bouleversements intervenus dans le sillage des indépendances, ou encore sous l'influence d'une accélération des échanges économiques, d'une amélioration des communications et de la diffusion de concepts et matériaux mondialisés, font évoluer les pratiques et les échelles du politique un peu partout en Océanie. De nouvelles formes de médiation sont-elles en train d'apparaître ? Parler d'échelle locale a-t-il encore un sens ?

Dans un premier temps, nous allons nous intéresser aux acteurs de la médiation, autrement dit à des individus qui, en vertu de leurs engagements, de leurs professions, de leurs statuts ou encore de leurs trajectoires, sont amenés à faire se rencontrer et interagir la réalité politique nationale et la réalité locale par leur capacité à transcender ces niveaux. Ce rôle de médiateur peut être recherché ou accidentel, vécu comme une aubaine ou contesté, source de changements socioculturels ou sans efficacité propre. Tour à tour traducteurs, négociateurs, représentants, voire boucs émissaires lorsqu'ils cristallisent contre eux des formes de résistance à l'ingérence de l'État dans les affaires locales, ces acteurs peuvent devenir des passeurs d'idées et des relais locaux du pouvoir étatique. Ils contribuent également au transfert de représentations participant des contextes locaux dans les affaires supralocales. Plusieurs questions se posent de ce point de vue : dans

quelle mesure les acteurs de la médiation parviennent-ils à faire cohabiter un rôle ou un statut acquis dans la sphère locale et une fonction administrative ou un statut politique ? Quelles sont les conséquences de la pluralité de rôles et de statuts sur les processus de médiation eux-mêmes ? Quels rôles la décolonisation, la mondialisation économique, les migrations et les diasporas ont-ils ou ont-ils eu sur l'émergence et la capacité d'action de ces individus ? Si la question des acteurs-médiateurs et de leurs modalités et capacités d'intervention est discutée dans toutes les contributions de l'ouvrage, elle est plus spécifiquement traitée dans les deux premiers chapitres, l'un sur la Nouvelle-Calédonie, l'autre sur Fidji.

Peter Lindenmann analyse en effet l'évolution des processus de médiation politique et administrative intervenant en Nouvelle-Calédonie dans le sillage de la mise en œuvre de l'Accord de Nouméa (1998). L'étude porte sur l'installation d'acteurs particuliers de la médiation : le corps des officiers publics coutumiers (OPC), qui remplacent désormais les gendarmes français dans la fonction de « syndic » des affaires coutumières. Fonctionnaires placés sous l'autorité du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et recrutés par concours ouvert à toutes les composantes de la société calédonienne, les OPC ont pourtant pour rôle d'établir, sur demande des autorités locales, des actes coutumiers. Ces actes, prévus par l'Accord de Nouméa et définis en 2007 comme des actes juridiques de pleine force, prennent désormais la place des procès-verbaux de palabres de jadis. Les OPC ont ainsi vocation à traduire, à fixer et à relayer les décisions prises dans la sphère coutumière pour les rendre accessibles, par exemple aux agents de l'État civil, aux géomètres ou aux assistantes sociales. Ils sont ainsi des intermédiaires explicites et officiels entre la sphère étatique et les niveaux locaux dont ils tentent de comprendre l'organisation sociale et politique. Le fait que les OPC soient souvent jeunes, de sexe féminin, et qu'ils dépendent d'une autre autorité administrative que celle des anciens gendarmes amène des changements dans leur manière de travailler et dans les résultats qu'ils produisent. En outre, parce qu'ils ont

d'abord dû s'affirmer et contribuer à l'établissement de leurs propres outils de travail (par exemple avec la mise en place de registres de chefs de clan), les OPC ont rapidement acquis un savoir conséquent et une capacité à peser sur les décisions prises dans la sphère politique coutumière.

L'irruption de ce nouveau corps de fonctionnaires suscite néanmoins des résistances locales, notamment parce qu'elle reflète et accentue des mutations socioculturelles en cours, en particulier une évolution du statut des femmes. Des femmes OPC pourraient ainsi encourager l'établissement d'actes coutumiers au nom de femmes kanak, notamment dans le domaine foncier, alors que cette prérogative est traditionnellement limitée aux hommes. Lindenmann constate ainsi que les OPC sont soumis à trois logiques différentes qu'ils tentent tant bien que mal de concilier. L'État voit dans ces agents un moyen de contrôle et d'extension de son pouvoir dans les affaires tribales. À l'inverse, le Sénat coutumier les interprète comme un moyen de légitimer et de renforcer le système de gestion coutumière et comme une mainmise de la hiérarchie coutumière sur les décisions locales. Enfin, la population des tribus les perçoit comme les représentants d'une strate administrative supplémentaire, qui, de surcroît, ne sont, par leur statut social et leurs origines extérieures, ni aguerris ni légitimes pour traiter les problèmes tribaux. S'ils englobent et transcendent ces diverses réalités et catégories, les OPC contribuent parallèlement au maintien d'une distinction et d'une séparation forte entre les deux composantes de la population, à savoir ceux qui font partie du système coutumier et ceux qui y sont extérieurs (voir aussi Monnerie, ce volume). Dans cette mesure, ils ne semblent pas posséder les moyens et la reconnaissance nécessaires pour opérer une véritable médiation entre les sphères du politique en Nouvelle-Calédonie, alors que c'est la fonction première qui leur est assignée.

Le rôle d'intermédiaire entre l'État et les communautés locales assumé par les chefs à Fidji révèle lui aussi toute l'ambiguïté inhérente à la médiation, mais également sa fragilité. Simonne Pauwels montre en

effet que la colonisation britannique, qui s'est appuyée sur un système de « gouvernement indirect » (*indirect rule*) en intégrant des chefs à la bureaucratie coloniale et en créant le Grand conseil des chefs<sup>1</sup>, a donné à ces derniers un rôle d'intermédiaire, source de bénéfices et de contestations. Pendant le long processus de la construction nationale et après l'accès à l'indépendance en 1970, ces mêmes chefs sont finalement « devenus l'État », tout en conservant leurs prérogatives coutumières au niveau local. Portant cette double casquette, ils ont omis de mettre en place d'autres intermédiaires, la colonisation ayant en outre massivement favorisé des chefferies de la partie orientale de l'archipel. Le cas traité par Pauwels est celui de l'importante chefferie des Lau, terre d'origine de l'ancien président Ratu Mara, aussi détenteur du titre de chef suprême de Lau. Dans cette chefferie comme dans d'autres chefferies fidjiennes, le chef, par ses activités politiques et son statut coutumier, joue sur les deux niveaux local et national. Ce dernier peut être la source d'avantages matériels pour sa chefferie d'origine, mais des absences pour « affaires d'État », la négligence des affaires locales ou des comportements jugés peu en rapport avec l'étiquette coutumière feront aussi l'objet de critiques dont le chapitre étudie les causes et les conséquences. Si la colonisation a favorisé l'accès à des responsabilités nationales pour les chefs coutumiers, on voit qu'un tel « mélange des genres », susceptible de nuire à leurs missions locales, peut aussi être considéré avec désapprobation ; et ceci quels que soient les réussites ou le prestige nationaux d'une personnalité. Le coup d'État de décembre 2006 a cependant marqué un tournant. Le gouvernement issu du coup a en effet entrepris de limiter l'emprise du système politique traditionnel et de certains des principaux chefs dans la vie publique, notamment en abrogeant formellement le Grand conseil des chefs en mars 2012. En fragilisant la chefferie et son lien avec la Couronne britannique, sans

---

<sup>1</sup> Voir par exemple Norton (2009) sur la transformation des rôles de ce Grand conseil des chefs.

pour autant réussir à l'anéantir, le gouvernement militaire a tenté de diminuer le rôle que les chefs jouent en tant que médiateurs entre les conditions locales et la construction nationale.

Nous avons vu que le rôle de médiateur entre les sphères locales et nationales du politique, qu'il soit créé et imposé par l'État (cas des OPC de Nouvelle-Calédonie) ou qu'il soit pensé comme légitime (cas des chefs fidjiens), est fragile. Les acteurs de chaque sphère soupçonnent ces intermédiaires d'être aliénés par l'autre sphère. Au lieu d'accéder à une intelligibilité mutuelle au travers des médiateurs, le local et le national semblent ainsi plutôt cristalliser leurs oppositions et donc rendent largement impuissants les effets attendus de la médiation. Cette fragilité des acteurs-intermédiaires et la relative inefficacité des effets de la médiation due à la polarisation des sphères politiques sont renforcées par la difficulté de traduction et de translation des concepts qui circulent entre les domaines du local et du national. Pourtant, malgré cette polarisation, des idées, des valeurs et des représentations ne cessent de circuler entre les sphères locales et nationales, par exemple par le prisme de textes de loi, de programmes éducatifs, de terminologies, ou encore de constructions symboliques et rituelles. Historiens et anthropologues ont étudié la manière dont les gouvernements du Pacifique ont tenté de faire émerger des sentiments nationaux, contrôlé des velléités séparatistes, imposé de nouvelles limites territoriales, ou au contraire échoué à réformer en profondeur certaines catégories de pratiques par le truchement de réformes et de politiques culturelles, par exemple dans les domaines de l'habitat, de la patrimonialisation, du foncier, de la parenté (Foster, 1995 ; Dousset, 2011a, 2011b ; Monnerie, 2016). À l'inverse, nous constatons aussi que les systèmes de représentations locaux ont, en retour, contribué à façonner, à interroger et à transformer les États modernes. Mais avons-nous saisi la complexité et les effets des translations conceptuelles lorsque ces influences et ingérences s'intègrent dans, ou sont réappropriées par, un autre niveau du politique que celui de leur émergence ?

La capacité d'influence de l'État fidjien au niveau local est analysée par Émilie Nolet autour d'un problème concret : celui de la gestion des inondations fluviales. L'auteure met en évidence la profonde disparité des politiques de gestion des risques naturels à l'échelle locale et au niveau national et les représentations qui sous-tendent les manières d'agir à partir du cas de Lomanikoro, le village-capitale de la province de Rewa (île de Viti Levu). Si les fonctionnaires chargés de mettre en œuvre la politique nationale tendent à adopter un discours alarmiste, axé sur les risques écologiques et socioculturels liés au changement climatique, ce type de propos, diffusé au travers de programmes d'éducation populaire, est soit ignoré, soit réinterprété à l'échelle locale. À Lomanikoro, les inondations restent en effet perçues comme un élément ordinaire du cycle de la nature, aux propriétés fédératrices et purificatrices, véhiculant des messages spirituels à décrypter. Elles ne sont pas la révélation d'un dysfonctionnement du rapport homme-nature, mais un phénomène endogène et productif, contribuant à la perpétuation de la chefferie locale et, avec elle, de la société tout entière. La volonté gouvernementale d'instaurer une plus forte anticipation des risques, dans un contexte local où l'accent est mis sur la réactivité et la construction sociale et rituelle de la résilience, n'a pas réussi à transformer les pratiques à Lomanikoro, où la résistance prend largement la forme de l'inertie. Les changements socioculturels et économiques actuellement à l'œuvre dans le delta de Rewa — avec, notamment, une moindre dépendance à l'égard des ressources naturelles et une certaine distension des réseaux de solidarité traditionnels qui organisent la résilience collective — pourraient cependant, à terme, favoriser une meilleure efficacité du processus de médiation engagé par le gouvernement et une plus forte pénétration du concept, dans ce cas d'origine occidentale, d'« anticipation » des risques naturels.

Les problèmes de circulation et de traduction des concepts d'un niveau politique à un autre sont également analysés dans le chapitre de Denis Monnerie. Cet auteur montre comment la puissance coloniale française en Nouvelle-Calédonie a procédé à une invention administra-

tive du monde kanak, avec la fabrication de catégories et d'institutions pensées comme coutumières, telles que les notions de tribu, de grand chef, de district, de petit chef ou de clan, simplifiant et figeant ainsi une vision de la réalité sociale autochtone. Ces catégories et concepts, qui ont fini par s'imposer et par devenir des références pour les Kanak eux-mêmes, ont été un instrument de domination pour l'administration française. La société kanak, et notamment celle de Hoot ma Whap, à l'extrémité nord de la Grande-Terre, est cependant aussi structurée par des institutions et processus sociaux qui ont largement échappé au contrôle colonial. Les catégories d'origine coloniale sont aujourd'hui utilisées dans les relations avec le système administratif et politique calédonien, et ne font ainsi que simuler une intercompréhension. Les relations qui structurent le local et le régional font, à l'inverse, largement référence aux systèmes d'échanges cérémoniels d'accueil, de mariage, de funérailles, qui élaborent et reproduisent un tissu social dont les fondements préexistent aux concepts coloniaux. Monnerie illustre ainsi une double réalité : une médiation par les concepts, « réussie » en apparence et calquant des représentations occidentales sur la réalité sociopolitique kanak ; mais aussi la persistance parallèle de formes de rapports propres aux Kanak qui reflètent la valeur de la relation sociale. Si le système d'échange s'est transformé avec le temps, il retient pourtant ainsi ses spécificités fondamentales.

Après avoir vu que le rôle de médiateur entre les niveaux du politique est fragile et peut conduire à des clivages davantage qu'à de réelles intelligibilités, nous voyons que ces problèmes sont renforcés et confirmés par la création et la circulation des concepts. À Fidji comme en Nouvelle-Calédonie, les acteurs de l'État font émerger des notions et des catégories qu'ils pensent et veulent efficaces mais qui, par leur incapacité à s'adapter aux contextes locaux et à répondre à la notion de rapport social, sont détournés, réappropriés ou même évacués. Les relations avec les cycles naturels, les esprits et les ancêtres, ou entre affins et groupes de parenté constituent au niveau local la grille de lecture de, et de résistance



à, ces catégories et concepts. Nous pouvons avancer l'hypothèse que ces processus découlent également de rapports à l'histoire qui divergent, voire qui s'opposent ; des régimes d'historicité (Hartog, 2003) mobilisant des références et impliquant des représentations concurrentes, qui peuvent rendre l'intercompréhension difficile et dans certains cas même impossible. L'État se construit en effet sur des références chronologiques officielles, sur des rapports de cause à effet pensés comme rationnels, et donc efficaces. Les sociétés locales en revanche mobilisent souvent des traces mémorielles d'une tout autre nature, fondées sur des rapports sociaux qui sont en même temps des rapports à une ancestralité qui n'a pas besoin de chronologie pour être légitime. Ces rapports sociaux se traduisent par des affiliations foncières, par l'identification à des lieux ayant très fréquemment une dimension sacrée et qui, de ce fait, échappent à et sont insaisissables par l'institution étatique.

Laurent Dousset analyse ce type de problèmes à Lamap, dans le sud-ouest de l'île de Malekula au Vanuatu. Il s'agit de rendre compte de la coexistence de deux versions de l'histoire locale et de deux manières de penser l'influence de l'organisation coutumière sur l'organisation politique contemporaine. Ces versions sont fondées sur la sélection d'époques et de traces mémorielles distinctes et conduisent les groupes à penser deux types de rapport à l'État, deux manières d'y voir leur intégration, et deux raisons d'être d'une gouvernance supralocale. Quand certains acteurs sociaux prennent pour référence une tradition précoloniale d'avant 1920 (année de la constitution de la délégation française à Lamap) pourtant difficilement reconstituable, ils soulignent la pertinence d'un modèle social fondé sur des hiérarchies sociales et claniques pensées comme coutumières dont la reproduction est vue comme juste et nécessaire. D'autres, à l'opposé, axent leurs interprétations et reconstructions historiques sur la période coloniale des années 1920-1980, en insistant sur la nécessité de poursuivre la mise en place d'idéologies collectives réinterprétées pour répondre à des aspirations qu'ils disent « égalitaires » et « mélanésiennes ». Si la

première version conduit à la volonté d'intégration à l'État et à la nation vanuataise, pour laquelle les familles tentent de faire émerger des *leaders* et des médiateurs, la seconde préconise une séparation, et même un refus, de l'État et prépare la mise en place d'institutions politiques indépendantes. L'exemple de Lamap examiné par Dousset montre ainsi que la question du rapport à l'État et aux sphères politiques nationales est posée par les acteurs sur le terrain de manière explicite, mais qu'elle est aussi fondée sur la mobilisation de références historiques différentes. L'invention de traditions, de la *kastom*, n'est qu'un aspect de ces processus. À elle seule, elle ne permet pas de penser les formes de continuité et de rupture avec le passé. Les dynamiques politiques nationales envisagées à l'échelle locale par la médiation d'une histoire représentée et interprétée sont ainsi la source de références qui légitiment l'intégration supralocale ou au contraire la rejettent.

Des problèmes complémentaires sont posés par Romain Chambrin dans l'analyse des changements politiques et des reconfigurations des identités collectives intervenus depuis l'arrivée des Occidentaux dans la région du nord d'Ambrym, également au Vanuatu. Ici encore, c'est l'émergence de la notion de *kastom* et d'une conception réifiée de la culture mettant l'accent sur l'autochtonie et les droits de propriété, qui est l'objet de l'analyse. Chambrin souligne que, à l'image des constats faits par Simon Harrison (par exemple 1990) pour le Sepik en Papouasie-Nouvelle-Guinée, l'époque précoloniale était caractérisée par un vaste système d'échanges entre les sociétés et les groupes qui impliquaient des biens matériels tels que des cochons, mais aussi des droits sur la propriété des objets coutumiers et des rituels. Ces sociétés se définissaient ainsi davantage en relation à des réseaux d'interdépendance et d'échange qu'en référence à des propriétés et des droits intellectuels inamovibles et essentialisés. C'est la valorisation de l'allogène, autrement dit de ce qui a été introduit par la circulation des idées, des pratiques et des biens, qui contribuait à construire l'identité locale. La colonisation a mis un frein à ces échanges à grande échelle et favorisé le passage progressif d'une « culture d'emprunt », qui valorisait fortement tout ce

qui venait de l'extérieur, à une « culture du patrimoine » qui exalte les droits de propriété sur les éléments de la culture et réorganise les récits relatifs à, et les rapports avec, l'histoire locale. Ces changements ont servi les stratégies des chefs gradés du nord de l'île d'Ambrym car ils pouvaient ainsi ajouter à leurs prérogatives le contrôle de l'exploitation commerciale d'objets et de rituels. Mais ils ont également contribué à l'avènement d'un nouveau type de *leader* local, plus ouvert et progressiste vis-à-vis de la coutume, qui est envisagée comme un patrimoine localement partagé et réifié. L'exemple étudié par Chambrin montre ainsi un double mouvement d'interprétation de l'histoire et de la tradition. D'une part, l'autorité nationale offre sa lecture des contextes locaux, soit pour appuyer sa domination en contexte colonial, soit, après l'indépendance, pour élaborer une identité nationale via le concept unificateur de *kastom*. D'autre part, les acteurs locaux, et en particulier les chefs, développent leurs propres approches de l'histoire et de la tradition. Ces conceptions peuvent exprimer une forme de rejet du colonialisme via l'affirmation de la coutume locale mais aussi, et plutôt, s'inscrire dans la continuité de la vision nationale postindépendance, qui envisage la *kastom* comme un patrimoine culturel partagé, ou *kalja*.

Les références et réinterprétations historiques jouent, nous l'avons vu, un rôle central dans les modalités du rapport à l'État. Les acteurs et les concepts de la médiation sont fragiles, mais les traces mémorielles mobilisées pour asseoir une communauté locale en dehors ou à l'intérieur de l'institution politique supralocale s'avèrent puissantes et structurantes. Elles renvoient à la question de l'objectivation culturelle, qui se révèle être une forme de résistance à l'émergence de la nation. Cette objectivation des traces historiques et des spécificités culturelles conduit les acteurs locaux à penser la patrimonialisation et à se faire ainsi une place dans l'État sans nécessairement valider ce dernier. C'est ce processus qu'étudie Christian Kaufmann dans son chapitre en s'intéressant à la patrimonialisation et aux dynamiques de fabrication d'une culture nationale dans trois pays mélanésien : la Nouvelle-Calédonie, le Vanuatu et la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Comme en Europe,

la fabrication des cultures nationales s'est appuyée, dans ces pays, sur la création de musées nationaux rassemblant des collections d'objets issus des cultures locales. Ce modèle général a cependant été confronté à la problématique mélanésienne d'une très grande diversité linguistique et culturelle qui rend difficile l'identification d'éléments culturels communs au niveau de la nation. L'appliquer a en outre été difficile en raison des contraintes budgétaires, des enjeux financiers liés au commerce d'art et d'objets ethnographiques, de la difficulté à faire accepter et à intégrer l'importance de la constitution d'un patrimoine national ou les complexités locales associées aux éléments matériels appelés à figurer dans les nouveaux musées. Kaufmann analyse comment les musées et les centres culturels ont, peu à peu, surmonté ces obstacles pour mettre en valeur leurs compétences dans la construction de l'État et jouer un rôle important dans la politique nationale, sur fond de valeurs communes. L'étude fait émerger des différences entre les trois situations nationales, liées par exemple à la présence d'institutions locales organisant le recueil des traditions orales, comme au Vanuatu, ou aux conditions historiques de la décolonisation (Bolton, 1994 : 68). Elle interroge aussi le rôle de la création contemporaine pour la fabrication, et le dépassement, de référents identitaires dans les pays mélanésiens.

Les deux derniers chapitres montrent que des dynamiques politiques ou économiques, cette fois internationales, viennent s'ajouter aux modalités déjà complexes des rapports de médiation étudiés dans les chapitres précédents. Il est désormais admis que toutes les communautés océaniques, aussi isolées soient-elles, connaissent des influences régionales, nationales et internationales, pouvant prendre la forme de pratiques de consommation, d'idées religieuses, de programmes de développement, ou encore de réglementations internationales. Ces influences peuvent s'opérer par l'intermédiaire d'institutions et d'organisations internationales, par exemple le PNUD, l'UNESCO, ou encore la Banque Mondiale. Des acteurs spécifiques émergent et des flux de populations, impliquant par exemple des touristes, des immigrés, des militaires, des fonctionnaires expatriés, des volontaires, des scientifiques, apparaissent,

se renforcent ou se diversifient. Des concepts interpénètrent toutes les strates du politique, dont ceux du libéralisme, de la démocratie, de la bonne gouvernance, du développement. Ces formes d'ingérence et de présence répondent à des objectifs politiques précis et clairement formulés, par exemple pacifier, démocratiser, protéger, soumettre, éduquer, réduire les inégalités..., ou elles peuvent opérer des transformations plus diffuses et moins explicites. Ce sont ces problèmes qu'analysent les chapitres de Lorenzo Brutti et de Stéphanie Graff, qui s'attachent à montrer comment ces facteurs internationaux sont susceptibles d'influencer les représentations locales de l'identité nationale ou de déterminer la politique qu'une nation appliquera à l'échelle locale. Il importe de saisir les modalités et les conséquences, plus ou moins pérennes, de ces médiations, mais aussi d'analyser, avec toute la précision des données de terrain, d'éventuelles dynamiques de rejet, de réappropriation ou de défiance à leur égard.

Dans son chapitre, Lorenzo Brutti aborde un domaine largement étudié pour le Pacifique, le tourisme, mais tente de montrer comment son développement, encouragé par les autorités fidjiennes, contribue à la patrimonialisation à la fois d'éléments issus des cultures et de l'histoire locales et de représentations ou de pratiques adaptées aux attentes des touristes. Les structures hôtelières, focalisées sur la satisfaction d'un besoin réel ou présumé d'exotisme et de divertissement, prendraient ainsi une part active à la définition d'une « culture nationale fidjienne » mettant essentiellement en avant la composante mélanésienne de la population — qui inclut pourtant de fortes minorités ethniques, et notamment une importante population d'origine indienne, arrivée dans le pays sous la colonisation britannique. Cette vision de la « culture fidjienne » construite par et pour l'industrie touristique, axée sur les aspects spectaculaires et impliquant la décontextualisation et la désacralisation de pratiques culturelles régionales, comme la marche sur le feu de l'île de Beqa (Pigliasco, 2010), serait ainsi incorporée autant par les visiteurs étrangers que, dans une certaine mesure, par les Fidjiens eux-mêmes. Dans le cas traité par Brutti, les

attentes d'acteurs internationaux semblent être en mesure d'influencer avec succès les représentations locales pour contribuer à construire une image de l'identité nationale. Les observations sur le terrain montrent que les petites structures hôtelières, qui émanent pourtant d'initiatives locales, contribuent, tout autant que les grands établissements gérés par des groupes étrangers, à la fabrication de cette image nationale fidjienne. Sera-t-elle pour autant validée par l'État fidjien, qui a en partie fondé sa légitimité sur la promesse de construire une véritable nation pluriethnique (voir sur ce sujet Pauwels, ce volume) ?

Le dernier chapitre analyse un autre type de médiation encore. Stéphanie Graff s'intéresse à la manière dont les logiques et pressions politiques internationales ont influencé à la fois les politiques nationales françaises et les processus politiques locaux en Nouvelle-Calédonie, notamment les conditions d'une lente et difficile décolonisation. Il s'agit en particulier des conséquences diplomatiques de la Seconde Guerre mondiale, du positionnement de la France au sein des Nations-Unies, de l'évolution mondiale sur la question de la décolonisation, ou encore des rivalités entre grandes nations occidentales dans le Pacifique. L'application, souvent contrainte, de normes et de directives internationales par la France a entraîné en Nouvelle-Calédonie une phase d'expérimentation qui a profondément marqué le jeu politique local. Pour Graff, les changements du statut de la Nouvelle-Calédonie depuis 1958 ont surtout visé à préserver la souveraineté et les intérêts de la nation française, en composant à la fois avec l'évolution du droit international et avec certaines revendications des mouvements indépendantistes kanak. L'auteure examine les étapes historiques de la conceptualisation d'une forme de « décolonisation à la française » en Nouvelle-Calédonie, qui permet le maintien d'une emprise du national sur le local et ne dépasse pas ce que le président Nicolas Sarkozy appelait encore en 2010, à l'occasion de ses vœux à l'outre-mer, la « ligne rouge » de l'indépendance. En plus d'illustrer comment la diplomatie internationale peut conditionner les relations qu'un gouvernement national entretient avec les échelles locales du politique, cette contribu-

tion montre qu'une organisation politique internationale, l'ONU, a pu jouer au cours de l'histoire un double rôle de médiateur : non seulement en influençant les positions de la puissance coloniale française, mais aussi en devenant, à l'inverse, une tribune et un outil d'affirmation des revendications indépendantistes kanak. Ainsi, dans cette forme de médiation, les forces locales et internationales ont su se compléter pour dépasser les contraintes et les hiérarchies politiques nationales.

Les contributions présentées dans cet ouvrage rendent compte des multiples dimensions, modalités et conséquences des médiations qui s'opèrent entre les échelles du politique aujourd'hui en Mélanésie. Même si les cas considérés s'inscrivent dans des contextes socioculturels, géographiques et historiques différents, et même s'il semble risqué de dégager un modèle unique, des correspondances peuvent être relevées. Les études montrent tout d'abord que l'irruption du « global » et du « national » dans les affaires locales, ou l'intégration de problématiques, d'objets, de statuts « locaux » à la vie politique nationale ne vont pas de soi. Il apparaît que la distinction entre local, national et global est confuse, et souvent ne reflète pas les logiques politiques à l'œuvre. Le travail de revendication des *leaders* indépendantistes kanak auprès des Nations-Unies qu'évoque Graff s'inscrit-il dans une perspective internationale, nationale, locale, ou les trois à la fois ? Les concepts issus des sciences du développement qui sous-tendent la politique environnementale du gouvernement fidjien doivent-ils être considérés comme internationaux ou nationaux ? Les contributions de cet ouvrage illustrent ainsi avant tout l'interdépendance des échelles et des processus politiques à l'œuvre et le besoin de considérer ces logiques au sein de contextes historiques précis.

Il apparaît d'autre part que les médiations qui s'opèrent d'une sphère politique à l'autre alimentent d'intenses discussions et font parfois l'objet de refus, de résistances ou de propositions alternatives. Souvent, toutefois, ce ne sont pas les objets et les notions seulement qui sont rejetés, mais l'idée de la médiation elle-même, comme si le danger de

l'ingérence et de la transformation ne provenait pas des concepts et des matériaux nouveaux issus de la modernité, mais de ce qui la véhicule. L'exemple des chefs de Lau, dont les attributions nationales, acquises sous la période coloniale, sont localement soumises à la critique en ce qu'elles nuisent à l'efficacité de leurs missions locales, illustre parfaitement ce phénomène. Ce sont les chefs qui sont remis en question, leurs attitudes et leurs comportements, et non nécessairement l'ambition nationale qu'ils véhiculent. À l'inverse, notons que de nombreux Fidjiens, à commencer par les chefs eux-mêmes, peuvent considérer la reproduction d'un statut local à l'échelle nationale comme un phénomène juste et cohérent, la bonne conduite des affaires nationales nécessitant à la fois du *mana* et une forme de légitimité foncière, donc une solide assise locale.

Dans ce contexte, des interrogations ou des tensions relatives au rôle national de la tradition et de son contenu se sont manifestées sous des formes très diverses dans tous les pays de la région Pacifique, et pas seulement en Mélanésie. Le rôle politique de la noblesse dans le vieux royaume polynésien de Tonga a par exemple été fortement questionné ces dernières années. La lenteur des réformes politiques et une exigence de démocratisation de la population auraient contribué, avec un ensemble d'autres causes, aux émeutes survenues dans la capitale Nuku'alofa à la fin de l'année 2006 (Besnier, 2011 ; Benguigui, 2011). On mentionnera aussi dans ce cadre la vive controverse qui s'est engagée en novembre et décembre 2013 suite à l'enlèvement d'éléments du décor sculpté du Parlement de Papouasie-Nouvelle-Guinée à l'initiative du président de cette assemblée, Theodore Zurenuoc, qu'évoque Kaufmann dans ce volume. Pour Zurenuoc, l'élimination des « images et idoles impies » issues des traditions locales, participait d'un projet de construction nationale, visant à rechercher l'unification du pays en référence au dieu chrétien. Ses opposants qualifièrent cette entreprise au mieux de « ridicule », au pire de « terrorisme culturel », rappelant la destruction par les Talibans des grands Bouddhas de Bâmiyân en mars 2001, d'après Eves et Haley (2014). De même, la question du Mwâ Kââ,



un monument érigé à l'occasion de la commémoration du 150<sup>e</sup> anniversaire de la prise de possession de la Nouvelle-Calédonie par la France, symbolisant la « primauté » et « l'unité kanak » d'après Carteron (2012 : 49), a été au centre d'un débat sur les politiques d'appartenance, de culture et d'identité pendant plusieurs années. Le Mwâ Kââ a été progressivement associé à des éléments symbolisant l'Accord de Nouméa et l'identité calédonienne, exprimant l'incorporation de la culture et de la tradition kanak dans un destin national commun (Graff, 2016).

Ici, ce ne sont pas simplement les rôles de la tradition et des identités locales qui sont mis en question, mais aussi les pratiques et les institutions coutumières elles-mêmes. Si la tradition peut ou a pu représenter un thème fédérateur dans le cadre des luttes anticoloniales (Bolton, 1999 : 51), les systèmes de pensée et usages traditionnels peuvent aussi être vus par d'autres acteurs comme des freins au progrès des nations — comme si l'idée de nation pouvait se construire indépendamment des contextes locaux. Certains aspects de la coutume, comme l'usage du kava, sont aujourd'hui pris pour cible par les mouvements et églises pentecôtistes qui sont en plein développement dans la zone Pacifique (Tomlinson, 2007 : 1068 ; Eriksen, 2009 : 184). De la même manière, certains économistes, ou acteurs du développement voient dans les systèmes d'échanges et d'obligations coutumières un archaïsme gênant l'entrepreneuriat, des formes de corruption, ou même un facteur de stagnation économique des pays océaniques. Mais l'État et ses institutions ne sont pas toujours considérés dans ce contexte comme des entités opposées à la réalité coutumière ou comme un dépassement de celle-ci. Knut Rio rapporte ainsi que le Centre culturel du Vanuatu a été accusé par un juge de la Cour Suprême d'encourager la sorcellerie au travers de ses activités de promotion de la *kastom*, suite à de graves affrontements intercommunautaires survenus en 2007 (2010 : 194-195).

Les translations qui s'opèrent du local au national donnent ainsi matière à des débats et à des contestations. Ainsi, si les velléités supralocales de contrôler, d'englober, ou de transformer les contextes locaux

sont parfois couronnées de succès, elles font aussi l'objet de résistances, comme nous l'avons évoqué. Les processus de médiation donnent alors l'illusion d'une intercompréhension. Les analyses de Monnerie et Nolet montrent chacune à sa manière comment l'État peut s'avérer impuissant à transformer en profondeur des pratiques socioculturelles ou des représentations du monde pensées comme fondamentales. Dans les différents pays de Mélanésie, des résistances à l'État colonial ou postcolonial, soutenues par des demandes de reconnaissance culturelle et politique et des revendications de justice sociale, ont pu s'exprimer au sein de mouvements politico-religieux (Kaplan, 1990 ; Tabani, 2008), d'insurrections armées (Dousset-Leenhardt, 1970 ; Saussol, 1979 ; Nicole, 2011), de manifestations artistiques (Glowczewski et Henry, 2007 ; Henry, 2008 ; De Largy Healy, 2010), ou d'actes de sorcellerie (Lattas, 1993 ; Mitchell, 2011 ; Dousset, 2016). Elles ont pu passer par une appropriation et une instrumentalisation des langues, des rituels et des institutions mis en place par la colonisation (voir Bensa et Bourdieu, 1985 : 82 ; Attwood et Markus, 1999), s'intégrer dans la pratique d'un activisme environnemental (Demmer, 2007) ou encore donner lieu à des moments de revitalisation et d'affirmation culturelles clamant la primauté de la tradition, du local sur le national, comme le soulignent ici les études de Dousset et Chambrin. Résistance, défiance et contestation ont pu prendre pour cible tout ou partie du projet étatique, impliquer ou pas l'expression d'alternatives (Hviding, 2011 ; Hermkens, 2013), viser les institutions de l'État, mais aussi ses alliés, et ne sauraient, comme le rappelle Éric Wittersheim (2006 : 42-43), être réduits à un affrontement opposant de façon binaire « tradition » et « modernité ».

Les logiques articulant entre eux les différents niveaux du politique sont cependant soumises elles-mêmes à de profonds changements qui rendent leur identification de plus en plus difficile, et dont les chapitres de cet ouvrage permettent aussi d'entrevoir certains aspects. Une première dimension concerne l'évolution des figures de l'autorité, qui s'accompagne d'une transformation des relations entre État et commu-

nautés locales et de la capacité d'influence locale des institutions étatiques. L'émigration de nombreux Océaniens vers les villes et des pays étrangers a par exemple modifié les conditions d'exercice et la légitimité du pouvoir coutumier au sein des villages et fait apparaître de nouveaux types de *leaders*. Dans le cas du Vanuatu, Lamont Lindstrom s'est intéressé à la figure du *taon jif* (*town chief*), devenu une autorité de référence pour les populations installées en ville, dont les moyens d'action peuvent recouper et parfois faire concurrence à ceux des institutions d'État (1997 : 226). Dans certaines régions d'Océanie, le développement touristique et la négociation des baux fonciers avec de grandes structures hôtelières étrangères influent sur les rapports de force. L'afflux de capitaux induit une capacité accrue à la redistribution et peut contribuer à renforcer l'importance de certaines catégories de *leaders* ou de groupes sociaux alors même que les inégalités économiques se creusent. De même, le renforcement du rôle politique et économique de pays comme la Chine, la Corée, ou le Japon (Fisher, 2015), ou l'intervention financière de puissantes ONG régionales et internationales — notamment pour lutter contre les effets locaux du changement climatique — permettent à des communautés de limiter les liens de dépendance matérielle et de contrer l'influence locale de l'État. Dans ce cadre, les acteurs des communautés locales ont acquis de nouveaux moyens d'action politique vis-à-vis de la sphère nationale, voire internationale. L'implication dans des mouvements associatifs d'ampleur parfois mondiale et dans des réseaux politiques internationaux, l'usage répandu des nouveaux moyens de communication, ou le recours à la justice internationale pour contester des logiques nationales ont permis à ces acteurs locaux de perturber des équilibres hiérarchiques établis, de bâtir de nouvelles alliances, mais aussi de se penser et de se transformer eux-mêmes. Les cas ethnographiques et historiques analysés dans cet ouvrage montrent que la médiation, c'est-à-dire la capacité ou la volonté de rendre des strates politiques intelligibles entre elles par le mouvement d'acteurs, de concepts et de représentations, est une notion centrale pour analyser ces phénomènes. Ces médiations sont à la fois complexes

et multiples dans leur mode de fonctionnement. Elles participent de conditions historiques, parfois internationales, qui contribuent à les façonner. Il ressort des exemples étudiés qu'elles s'insèrent dans des dynamiques de construction et de représentation nationales tout en ancrant nécessairement leur légitimité dans les conditions locales qui définissent les modalités de l'exercice du pouvoir.

Nous remercions les participants au colloque qui s'est tenu à La Misha, Université de Strasbourg, les 8 et 9 novembre 2012, pour les travaux et les discussions qui sont à la base de cet ouvrage. Nous remercions aussi vivement les commentateurs anonymes et D. Monnerie, dont les remarques ont permis d'améliorer l'introduction et les chapitres de ce volume. Nous restons seuls responsables des interprétations offertes dans la présente introduction.

## Références bibliographiques

- ATTWOOD Bain & Andrew MARKUS (eds), 1999. *The Struggle for Aboriginal Rights: a Documentary History*. Melbourne: Allen and Unwin.
- BABADZAN Alain, 1988. Kastom and Nation-building in the South Pacific, in R. Guidieri, F. Pellizzi & S. Tambiah (eds), *Ethnicities and Nations: Processes of Interethnic Relations in Latin America, Southeast Asia, and the Pacific*. Houston: Rothko Chapel, pp. 199–228.
- BABADZAN Alain (ed), 1999. *Les politiques de la tradition. Identités culturelles et identités nationales dans le Pacifique*. Paris : Journal de la Société des Océanistes 109.
- BENIGUI Georges, 2011. Tonga in Turmoil, *Journal of the Polynesian Society* 120(4) : 349–367.
- BENSA Alban & Pierre BOURDIEU, 1985. Quand les Canaques prennent la parole, *Actes de la Recherche en Sciences Sociales* 56 : 69–83.
- BESNIER Niko, 2011. *On the Edge of the Global: Modern Anxieties in a Pacific Island Nation*. Stanford: Stanford University Press.
- BOLTON Lissant, 1994. The Vanuatu Cultural Centre and its Own Community, *Journal of Museum Ethnography* 6 : 67–78.

- BOLTON Lissant, 1998. Chief Willie Bongmatur Maldo and the Role of Chiefs in Vanuatu, *Journal of Pacific History* 33 : 179–195.
- BOLTON Lissant, 1999. Women, Place and Practice in Vanuatu: A view from Ambae, *Oceania* 70(1) : 43–55.
- CARTERON Benoît, 2012. Le Mwà Kââ, vers la manifestation d'une appartenance commune en Nouvelle-Calédonie ? *Journal de la Société des Océanistes* 134 : 45-60.
- DE LARGY HEALY Jessica, 2010. Du terrain rituel aux collections occidentales : la peinture comme acte politique, in R. Colombo-Dougoud & B. Müller (eds), *Traces de Rêves : peintures sur écorce des Aborigènes d'Australie*. Genève : Infolio éditions, Musée d'Ethnographie de Genève, pp. 121-129.
- DEMMER Christine, 2007. Autochtonie, nickel, environnement : une nouvelle stratégie kanake, *Vacarme* 39 : 43-48.
- DEMMER Christine & Christine SALOMON, 2013. Droit coutumier et indépendance kanak, *Vacarme* 64(3) : 63-78.
- DOUGLAS Bronwen, 1979. Rank, Power, Authority: a Reassessment of Traditional Leadership in South Pacific Societies, *The Journal of Pacific History* 14 : 2–27.
- DOUSSET Laurent, 2011a. Habitation fixe ou campement de fortune ? Les dynamiques résidentielles chez les Aborigènes d'Australie, *Techniques et Culture* 56(1) : 62–77.
- DOUSSET Laurent, 2011b. *Mythes, missiles et cannibales : le récit d'un premier contact en Australie*. Paris : Société des Océanistes.
- DOUSSET Laurent, 2016. La sorcellerie en Mélanésie : élicitation de l'inacceptable, *L'Homme* 218 : 85–115.
- DOUSSET-LEENHARDT Roselène, 1970. *Colonialisme et contradictions. Étude sur les causes socio-historiques de l'insurrection de 1878 en Nouvelle-Calédonie*. Paris : La Haye, Mouton et Cie.
- ERIKSEN Annelin, 2009. 'New Life' : Pentecostalism as Social Critique in Vanuatu, *Ethnos* 74(2) : 175–198.
- EVES Richard & Nicole HALEY, 2014. Ungodly Images and Idols: Debating National Identity in the National Parliament, in R. Eves, N. Haley, R. J.

- May, J. Cox, P. Gibbs, F. Merlan & A. Rumsey, *Purging Parliament: a New Christian Politics in Papua New Guinea?* Canberra: Australian National University, SSGM Discussion Paper 2014/1.
- FISHER Denise, 2015. *One Among Many: Changing Geostrategic Interests and Challenges for France in the South Pacific*. Paris : Les Études du CERI 216.
- FOSTER J. Robert (ed), 1995. *Nation Making. Emergent Identities in Postcolonial Melanesia*. Ann Arbor: The University of Michigan Press.
- GLOWCZEWSKI Barbara & Rosita HENRY, 2007. *Le défi indigène, entre spectacle et politique*. La Courneuve : Aux lieux d'être.
- GODELIER Maurice, 1982. *La production des Grands Hommes. Pouvoir et domination masculine chez les Baruya de Nouvelle-Guinée*. Paris : Fayard.
- GODELIER Maurice & Marilyn STRATHERN (eds), 1991. *Big Men, Great Men. Personifications of Power in Melanesia*. Cambridge, Paris : Cambridge University Press, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme.
- GRAFF Stéphanie, 2016. Visibilité du destin commun et invisibilité de l'histoire : discours, célébrations et construction de la citoyenneté en Nouvelle-Calédonie, *Anthrovision* 4(1) (<https://journals.openedition.org/anthrovision/2250?lang=fr#ftn25>, consulté le 25/07/18).
- HAMELIN Christine & Éric WITTERSHEIM, 2002. Introduction : au-delà de la tradition, in C. Hamelin & É. Wittersheim (eds), *La tradition et l'État. Églises, pouvoirs et politiques culturelles dans le Pacifique*. Paris : L'Harmattan, Cahiers du Pacifique Sud, pp. 11-23.
- HANSON Allan, 1989. The Making of the Maori. Culture Invention and its Logic, *American Anthropologist* 91(4) : 890–902.
- HARRISON Simon, 1990. *Stealing People's Names: History and Politics in a Sepik River Cosmology*. New York: Cambridge University Press.
- HARTOG François, 2003. *Régimes d'historicité : présentisme et expériences du temps*. Paris : Seuil.
- HENRY Rosita, 2008. Engaging with History by Performing Tradition: the Poetic Politics of Indigenous Australian Festivals, in J. Kapferer (ed),

- The State and the Arts: Articulating Power and Subversion*. New York: Berghahn Books, pp. 52–69.
- HERMKENS Anna-Karina, 2013. Like Moses Who Led his People to the Promised Land: Nation- and State Building in Bougainville, *Oceania* 83(3) : 192–207.
- HOBSBAWM Eric & Terence RANGER (eds), 1983. *The Invention of Tradition*. Cambridge: Cambridge University Press.
- HOCART Arthur Maurice, 1927. *Kingship*. Oxford: Oxford University Press.
- HOCART Arthur Maurice, 1952. *The Northern States of Fiji*. London: Royal Anthropological Institute.
- HVIDING Edvard, 2011. Re-placing the State in the Western Solomon Islands, in K. Rio & E. Hviding (eds), *Made in Oceania: Social Movements, Cultural Heritage and the State in the Pacific*. Wantage: Sean Kingston Publishing, pp. 51–89.
- JOLLY Margaret, 1992. Specters of Inauthenticity, *The Contemporary Pacific* 4(1) : 49–72.
- JOLLY Margaret & Nicholas THOMAS (eds), 1992. *The Politics of Tradition in the Pacific*. Sydney: Oceania, special issue 62(4).
- KAPLAN Martha, 1990. Meaning, Agency and Colonial History: Navosavakadrua and the ‘Tuka’ Movement in Fiji, *American Ethnologist* 17(1) : 3–22.
- KEESING Roger M. & Robert TONKINSON (eds), 1982. *Reinventing Traditional Culture: the Politics of Kastom in Island Melanesia*. Sydney: Mankind, special issue 13(4).
- LATTAS Andrew, 1993. Sorcery and Colonialism. Illness, Dreams and Death as Political Languages in West New Britain, *Man* 28(1) : 51–77.
- LINDENMANN Peter, 2007. ‘Élu il y a 3000 ans’. Zur staatlichen Einbindung traditioneller Autoritäten in Neukaledonien, *Zeitschrift für Ethnologie* 132 : 125-137.
- LINDENMANN Peter, 2014. *L’État au pays des merveilles. L’État et le projet étatique en Nouvelle-Calédonie*. Bern : Peter Lang.

- LINDSTROM Lamont, 1997. Chiefs in Vanuatu Today, in G. M. White & L. Lindstrom (eds), *Chiefs Today. Traditional Pacific Leadership and the Postcolonial State*. Stanford: Stanford University Press, pp. 211–228.
- LINDSTROM Lamont & Geoffrey WHITE, 1993 (eds). *Custom Today*. Perth : Anthropological Forum, special issue 6(4).
- MACNAUGHT Timothy J., 1974. Chiefly Civil Servants? Ambiguity in District Administration and the Preservation of a Fijian Way of Life, 1896–1940, *Journal of Pacific History* 9(1) : 3–20.
- MITCHELL Jean, 2011. ‘Operation Restore Public Hope’: Youth and the Magic of Modernity in Vanuatu, *Oceania* 81(1) : 36–50.
- MONNERIE Denis, 2016. Résistances à la patrimonialisation. Agentivités, créativité et souveraineté kanak (Arama, Nouvelle-Calédonie), *Journal de la Société des Océanistes* 142-143 : 53-72.
- NAPELS Michel, 2010. Le devenir colonial d’une chefferie kanake (Houaïlou, Nouvelle-Calédonie), *Annales. Histoire, Sciences Sociales* 65(4) : 913-943.
- NICOLE Robert, 2011. *Disturbing History: Resistance in Early Colonial Fiji, 1874–1914*. Honolulu: University of Hawai’i Press.
- NOLET Émilie, 2011. Une noblesse sous contrôle. Le pouvoir coutumier vu de Rewa (Fidji Est), *Journal de la Société des Océanistes* 133 : 385-402.
- NORTON Robert, 2009. The Changing Role of the Great Council of Chiefs, in S. Firth, J. Fraenkel & B. V. Lal (eds), *The 2006 Military Takeover in Fiji. A Coup to End All Coups?* Canberra: Australia National University E Press, pp. 97–115.
- OTTO Ton & Nicholas THOMAS (eds), 1997. *Narratives of Nation in the South Pacific*. Amsterdam: Harwood Academic Publishers.
- PETERSEN Glenn, 2015. At the Intersection of Chieftainship and Constitutional Government: Some Comparisons from Micronesia, *Journal de la Société des Océanistes* 141(2) : 255-265.
- PIGLIASCO Guido, 2010. Na Vilavilairevo: The Fijian Firewalking Ceremony, *Domodomo* 22(1–2) : 1–86.



- RIO Knut, 2010. Handling Sorcery in a State System of Law: Magic, Violence and Kastom in Vanuatu, *Oceania* 80(2) : 182–197.
- SAHLINS Marshall, 1963. Poor man, Rich man, Big-man, Chief: Political Types in Melanesia and Polynesia, *Comparative Studies in Society and History* 5 : 285–303.
- SAUSSOL Alain, 1979. *L'héritage. Essai sur le problème foncier mélanésien en Nouvelle-Calédonie*. Paris : Société des Océanistes.
- TABANI Marc, 2002. *Les pouvoirs de la coutume à Vanuatu, traditionalisme et édification nationale*. Paris : L'Harmattan.
- TABANI Marc, 2008. *Une pirogue pour le paradis. Le culte de John Frum à Tanna (Vanuatu)*. Paris : Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme.
- TOMLINSON Matt, 2007. Everything and Its Opposite: Kava Drinking in Fiji, *Anthropological Quarterly* 80(4) : 1065–1080.
- TUIMALEALI'IFANO Morgan, 2007. Indigenous Title Disputes: What they Meant for the 2006 Election, in S. Firth & J. Fraenkel (eds), *From Election to Coup in Fiji, the 2006 Campaign and its Aftermath*. Canberra, Suva: Australia National University E Press/Asia Pacific Press, IPS Publications, pp. 261–271.
- VALERI Valerio, 1985. *Kingship and Sacrifice: Ritual and Society in Ancient Hawaii*. Chicago: The University of Chicago Press.
- WHITE Geoffrey M. & Lamont LINDSTROM (eds), 1997. *Chiefs Today. Traditional Pacific Leadership and the Postcolonial State*. Stanford: Stanford University Press.
- WITTERSHEIM Eric, 1998. *Melanesian Elites and Modern Politics in New Caledonia and Vanuatu*. Canberra: Australian National University, SSGM Discussion Paper 1998/3.
- WITTERSHEIM Eric, 2006. *Après l'indépendance. Le Vanuatu, une démocratie dans le Pacifique*. La Courneuve : Aux lieux d'être.

Cet ouvrage étudie les enjeux et les échelles du politique dans trois pays de la Mélanésie contemporaine : Fidji, le Vanuatu et la Nouvelle-Calédonie. Les formes de médiation entre les logiques politiques locales et les institutions supra-locales qui cherchent à les englober constituent la trame générale de l'ouvrage. De l'analyse des reconfigurations de la notion de coutume à celle des rôles complexes qu'occupent les chefs locaux appelés à devenir des dirigeants nationaux, en passant par l'examen des catégories administratives imposées aux communautés locales, cet ouvrage propose une approche renouvelée du fait politique en Mélanésie.

Après avoir défini la notion de médiation politique, l'ouvrage s'intéresse à des individus qui, en vertu de leurs engagements, de leurs statuts ou encore de leurs trajectoires sont amenés à faire se rencontrer divers niveaux de la réalité politique par leur capacité à les transcender. Dans un deuxième temps, il interroge l'intelligibilité de certains concepts et catégories qui sont détournés ou réappropriés selon qu'ils circulent au niveau local ou étatique. Enfin, sont analysés les régimes d'historicité et les traces mémorielles qui établissent le rapport des communautés à l'État, entre intégration et rejet.

Les neuf contributions traitent ainsi des multiples logiques, modalités et conséquences des médiations politiques en Mélanésie aujourd'hui. Elles montrent comment ces processus répondent à des dynamiques de construction nationale tout en ancrant leur légitimité dans les conditions locales de l'exercice du pouvoir.

ISBN: 978-2-9537485-8-1  
pacific-credo Publications  
20€

ISBN 978-2-9537485-8-1

